

Remarquable et lumineux article sur les 7 coups d'Etat des mondialistes et les élections américaines

écrit par Tarick Dali | 7 décembre 2020



NDLR : Bravo à Tarick Dali !

.

Les cinq coups d'État sont sept...

Ecrit par [Tarick Dali](#). Publié dans [Actualité](#)

Les cinq coups d'État sont sept

Ecrit par [Tarick Dali](#). Publié dans [Actualité](#)

La victoire annoncée de Joseph Biden ne doit rien à la volonté du peuple américain mais tout à un processus engagé de longue date dans l'ensemble des pays occidentaux pour imposer le gouvernement mondial théorisé il y a plus de cent ans par Herbert-George Wells, auteur de la Guerre des Mondes puis,

entre autres par Wendell Willkie, Démocrate devenu Républicain pour se faire battre par le Président Franklin Roosevelt en 1940. Jacques Attali en est, en France, un de ses plus constants promoteurs.

Un mois après l'élection présidentielle, contrairement à ce que prétendent les médias américains et d'Europe occidentale, Joseph Biden n'est toujours pas le président élu des États-Unis. Il faut attendre, au plus tôt, mardi prochain 8 décembre, date à laquelle les 50 États et le District de Columbia enverront la liste des 538 grands électeurs. Pour deux raisons : les deux derniers États à certifier les résultats du scrutin du 3 novembre, viennent juste de le faire : l'Arizona, le 30 novembre et le Wisconsin, le 1^{er} décembre. Selon ces résultats, Joseph Biden serait donc élu avec 306 grands électeurs contre 232 à Donald Trump. Mais tout cela reste théorique puisqu'une multitude de plaintes, de recours et de recomptes sont en cours dans au moins six États. Le tout, appuyé à l'heure où ces lignes sont écrites, sur plus de 1 200 témoignages de fraude sous serment. Les témoignages sous serment sont pris très au sérieux par la justice, comme par les témoins qui, eux sont passibles de prison en cas de parjure.

Y a-t-il eu fraude aux États-Unis ? la réponse à cette question appartient aux autorités judiciaires de chacun des états dont les résultats sont sujets à caution. Pour l'instant, il faut s'en tenir aux faits qui sont aussi incontestables qu'édifiants.

À 3 heures, au matin du mercredi 4 novembre, alors que le dépouillement des votes dans les bureaux s'achevait à l'est et dans le middle west, Donald Trump était en tête partout dans les États-pivots, les fameux *swing-states*, Georgie, Pennsylvanie, Wisconsin, Michigan. Sans compter l'Arizona et le Nevada qui n'avaient pas encore fini de dépouiller. En Pennsylvanie, lorsque le décompte fut achevé, Donald Trump disposait, toujours aux alentours de 3 heures du matin, heure de la côte est, de plus de 17 points et 700 000 voix d'avance sur le candidat démocrate. Au fil des jours, cette avance qui, selon le décompte même des grands médias, portait sur les $\frac{3}{4}$ des suffrages exprimés, a fondu comme neige au soleil pour se transformer en un retard de 80 000 voix. Ce qui signifie que le $\frac{1}{4}$ restant non encore dépouillé le mardi soir se serait

prononcé à près de 85 % pour Biden. Politiquement douteux ; mais mathématiquement certain lorsqu'on sait que ces 85 % ont été atteints parce que des sacs entiers sont parvenus, bien après la clôture du scrutin, avec 100 % de bulletins Biden. Apparemment, le bulletin déposé par Joe Frazier (1944-2011), ex-champion du monde de boxe, ne se trouvait pas dans un de ces sacs, puisqu'il se serait rendu en personne le mardi dans un bureau de vote de Philadelphie.

110 % de participation

Hors la Pennsylvanie qui semble avoir été l'épicentre des turpitudes, mais toujours avant l'aube du mercredi 4 novembre, Joseph Biden vit la courbe de ses suffrages progresser à la verticale de plusieurs centaines de milliers de voix en quelques minutes, voire quelques secondes, dans le Wisconsin et le Michigan. Mathématiquement et politiquement impossible, électroniquement vraisemblable : il suffisait d'entrer une donnée dans le logiciel de décompte Dominion, pour manipuler les chiffres instantanément, voire simplement les inverser puisque, en parfaite illégalité, les ordinateurs étaient connectés à internet par l'intermédiaire d'un serveur installé à Francfort, en Allemagne.

Pour l'ensemble des États-Unis, le nombre de suffrages exprimés est passé d'un peu moins de 129 millions en 2016 à plus de 153 millions cette année, pour une participation passée de moins de 56 % à près de 67 %, record absolu depuis 1900. Un tel bond n'a rien d'extravagant si l'on intègre des participations de 110 % dans plusieurs comtés, notamment dans le Nevada et, surtout, de plus de 95 % dans plusieurs comtés des *swing-states*. Un taux de 95 % ne s'observe jamais, y compris dans des pays où le vote est obligatoire, comme la Belgique où il ne dépasse jamais les 90 %. Les raisons en sont évidentes : éloignement, âge, santé, manque de confiance dans le vote par procuration ou par correspondance, etc.

Le devoir électoral consiste, dans toutes les démocraties du monde, à se rendre au bureau de vote, le jour dit. Cependant, cette règle peut être assouplie pour permettre à des personnes éloignées, de voter par correspondance ou procuration. Mais ces façons de voter restent une exception qui ne concerne jamais plus de 20 à 25 % des électeurs, aux États-Unis comme ailleurs, la norme ne dépassant guère 1/10 voire 1/20. En revanche, en 2020, aux États-Unis, ce sont 81 millions de

bulletins, 53 % du total, qui sont arrivés par voie postale ou apportés par les uns ou les autres, souvent plus d'une semaine après la clôture du scrutin. Mathématiquement possible ; politiquement louche.

La Chambre des Représentants contredit la présidentielle

Enfin, sans même soupçonner le moindre bourrage d'urnes, le résultat de cette présidentielle est infiniment suspect parce que politiquement incohérent. Simultanément à la présidentielle et à la multitude de scrutins locaux, s'organisaient le 3 novembre, le renouvellement d'un tiers du Sénat, de la totalité de la Chambre des Représentants et de onze gouverneurs dont sept sortants républicains et quatre démocrates. Les Républicains ont reconduit tous leurs gouverneurs sortants et ont remporté le Montana, jusqu'alors détenu par un Démocrate qui ne pouvait se représenter au terme de son second mandat. Les Républicains gouvernent désormais 27 États contre 23, au lieu de 26 contre 24. Le Sénat, à majorité républicaine 53/47, restera aux mains des Républicains qui pourraient perdre un siège mais qui avaient davantage de sortants cette année. Pour simplifier, on dira que les Républicains ont perdu un sénateur et gagné un gouverneur. Outre qu'il est extrêmement rare qu'un parti perdant la présidentielle maintienne aussi solidement ses positions à la tête des États et au Sénat, les résultats des élections à la Chambre sont inédits et peu cohérents. C'est la première fois, en effet, qu'un parti remportant la présidence des États-Unis, essuie un échec aussi net à la Chambre des Représentants. Les Démocrates qui disposaient d'une confortable majorité de 235 sièges contre 200 à l'issue des élections de 2018, conserveront l'avantage de justesse avec un maximum de 224 sièges, contre 211 à 213 pour les Républicains. Une telle poussée des suffrages républicains à la Chambre est en parfaite adéquation avec la poussée de 10 millions de suffrages en faveur de Donald Trump d'une présidentielle à l'autre ; mais en intégrale contradiction avec les 14 millions de bulletins qu'aurait engrangés Joseph Biden de plus que Hillary Clinton.

À la lumière de ces faits et de ces chiffres irréfutables, la seule prévision réaliste est celle-ci : si Joseph Biden, voire Kamala Harris si l'état de santé du premier est aussi déplorable que certains le prétendent, est intronisé le 20

janvier prochain, son mandat sera le chemin de croix d'un président entaché d'illégitimité. Sans parler des risques de guerre civile puisque la moitié du pays est désormais convaincue qu'on lui a volé l'élection. Cette moitié est majoritaire dans les États et au Sénat et elle a toutes les chances de reprendre une majorité confortable à la Chambre en 2022, à la faveur des élections de *midterm*, celles-ci se soldant systématiquement et en moyenne par une perte de trente représentants pour le parti présidentiel.

Au moins quatre ans de manipulations à l'échelle mondiale

Cependant, cette supposée fraude électorale à grande échelle n'est que la partie émergée d'un colossal iceberg, patiemment construit depuis quatre ans. Une forme de coup d'État médiatique quotidien à côté duquel celui qui a abouti à l'échec de François Fillon en France en 2017, fait passer ses instigateurs pour d'aimables bricoleurs. Les méthodes sont parfaitement identiques : sondages installant l'idée d'un Juppé et d'un Biden invincibles aux primaires, matraquage médiatique intense contre Fillon et Trump, intervention des juges, surmédiatisation de Macron dans un cas, dissimulation des turpitudes de Biden dans l'autre. Quelquefois, un grain de sable enrave la machine : en France, le Juppé triomphant ne fut pas au rendez-vous. Les manipulateurs trouvèrent *illico* la solution de remplacement avec Macron. Cette affaire remonte à quatre ans, en novembre 2016 et la coïncidence avec l'élection de Donald Trump n'a rien de fortuit.

Quelques mois plus tôt, le 23 juin 2016, à rebours des augures sondagiers, les sujets de Sa Gracieuse Majesté décidaient de quitter l'Union européenne. Très vite, les médias se déchaînèrent contre une campagne électorale prétendument mensongère et se mobilisèrent, avec entre autres le soutien de l'ancien Premier ministre travailliste, Tony Blair, pour un second referendum. On ne sait, à ce jour, si Theresa May, Premier ministre successeur de David Cameron démissionnaire pour avoir échoué au referendum, a été désignée pour saboter volontairement le brexit ou si elle était incompétente. Toujours est-il que, trois années durant, elle a empêché le brexit. Il a fallu sa démission puis la victoire de Boris Johnson en décembre 2019 sur la promesse de faire sortir le Royaume-Uni de l'Union européenne pour que les médias finissent par accepter le résultat du referendum de 2016.

Mais, sur les cinq coups d'État, c'est le seul à avoir échoué, celui contre Trump étant le quatrième en passe de réussir. La raison tient, d'une part, à ce que les pays anglo-saxons, nations d'*habeas corpus*, ne plaisantent pas avec la démocratie et le suffrage populaire, d'autre part, au calendrier.

L'aréopage, seul, sait ce qui est bon

Les trois autres coups d'État, eux, ont parfaitement réussi. En réalité, il y en a eu, non pas cinq, mais six parce que celui d'aujourd'hui aux États-Unis avait déjà été expérimenté contre Donald Trump dès 2016. Mais la déstabilisation de la candidature Trump de 2016, de même que la propagande contre le brexit ont échoué parce que leurs instigateurs se sont laissés surprendre et ne s'étaient préparés ni à la victoire du non en juin 2016 en Grande-Bretagne, ni à celle de Trump, le 8 novembre suivant. Furieux, un aréopage de tout ce que la planète compte de mondialistes, Gafam, Soros, groupe de Bilderberg, forum de Davos, Hillary Clinton, Commission européenne, lobbies racialisés et minorités de tout poil, s'est coalisé et a mobilisé les médias pour interrompre un processus qu'il baptise "populiste", et juré de ne plus se laisser avoir par le suffrage universel. Car l'aréopage, comme dans la Grèce antique, sait ce qui est bon pour le peuple.

La victoire écrasante de François Fillon à la primaire française, moins de trois semaines après l'élection de Donald Trump, ne fut pas de son goût, notamment parce qu'il voulait normaliser les relations avec la Russie dont ces gens-là, fidèles à la doctrine Brzezinski de puissance unique, veulent à tout prix faire un ennemi. Premier coup d'État réussi à trois étages en avril 2017 : gonfler Marine Le Pen dans les sondages ; saturer les médias par Macron et sa femme ; tuer Fillon par les juges.

Le second coup d'État fut orchestré quelques mois plus tard en Allemagne, après les élections législatives de septembre 2017. Il mit près de six mois à aboutir par la reconduction de la coalition CDU-SPD d'Angela Merkel en mars 2018 qui avait perdu les élections, faisant tomber la CDU et le SPD aux pires niveaux de leur histoire, tout juste 50 % des suffrages à eux deux et 110 députés de moins dans un parlement éclaté qui en totalise près de 70 de plus que dans la législature de 2013. Une coalition des super-perdants forgée après l'éviction du patron du parti socialiste SPD, Martin Schulz, qui avait

proclamé qu'en cas de défaite, il irait dans l'opposition. Les naïfs croient que c'est toujours ce qui se passe dans une démocratie. Les naïfs mais pas "l'aréopage". Il a donc fallu se débarrasser de ce gêneur avec l'argument imparable du *reductio ad hitlerum*. La CDU avait enregistré un résultat lamentable parce que ses électeurs en avaient plus qu'assez qu'elle fût devenue l'antichambre du SPD et s'en sont détournés au profit de l'AFD. Frappé du sceau infâmant de populiste, ce parti était banni par les dirigeants de la CDU qui ne voulaient, en aucun cas, gouverner avec lui. Se profila alors, durant l'automne 2017, la perspective de nouvelles élections avec une CDU conduite par un autre candidat à la chancellerie qui présenterait un projet de coalition avec le partenaire traditionnel, les libéraux du FDP. Tout ce que l'Allemagne et l'Europe comptent de bien-pensants s'exclamèrent alors : « *vous n'y pensez pas, la dernière fois qu'on a recommencé des élections, c'était en 1932 avec pour résultat, etc...* » Voilà comment au bout de six mois, malgré la résistance des socialistes, et sous la pression du président de la République, le socialiste Frank-Walter Steinmeier, on les contraignit à gouverner, ou plutôt à ne strictement rien faire, avec Merkel quatre ans de plus.

L'Italie rentre dans le rang en 2019

Le troisième coup d'État aboutit en Italie en 2019 après que les élections de l'année précédente eurent abouti à une coalition, elle aussi qualifiée de populiste entre la Ligue, taxée d'extrême-droite et le Mouvement Cinq Étoiles, M5S, dirigé par Luigi di Maio, plutôt orienté à gauche. Les deux partis avaient comme projet commun de se débarrasser du Parti démocrate, héritier du Parti communiste italien, à qui ils reprochaient de se plier à tous les diktats de l'Union européenne, et ce faisant, de plonger le peuple dans la misère. Le populisme de gauche étant un oxymore, l'année qui suivit fut marquée par le recul régulier du M5S au profit de la Ligue qui ne cessait d'engranger les succès en appliquant à la lettre son programme d'indépendance nationale et de lutte contre l'immigration. Mauvais tacticien, Matteo Salvini, ministre de l'Intérieur et leader de la Ligue, crut pouvoir organiser des élections anticipées pour se débarrasser de son allié de plus en plus faible et devenir président du Conseil. Il démissionna en août 2019 mais il ne savait pas que le

transparent Giuseppe Conte, président du Conseil fantôme dont nul ne connaissait la vraie ligne politique, et qui laissait gouverner les deux cadors, Salvini à l'Intérieur et di Maio au ministère de l'Économie et du Travail, était un sous-marin de l'aréopage. Voyant sa fin politique arriver, di Maio entra dans le rang et accepta une coalition avec son ennemi juré, le Parti démocrate, sous la direction du pas si transparent que ça, Giuseppe Conte. Le coup d'État a été définitivement consommé la semaine dernière. En guise d'épilogue, le M5S vient d'annoncer que ses élus au Parlement européen rejoindraient le groupe des Socialistes européens ou Renew Europe de Macron et du Parti démocrate italien.

Trois ont réussi, deux ont échoué, le sixième est en passe d'aboutir aux États-Unis. Il en reste un septième, plus insidieux mais continu : la guerre que mènent sans cesse les institutions européennes contre les pays qui refusent d'abdiquer leur souveraineté, au premier rang desquels la Pologne et la Hongrie. Parfois, de mini-coups d'État réussissent : ainsi, il y a un peu plus d'un an, un certain nombre de journaux français dont on ignorait qu'ils étaient aussi intéressés par des élections municipales à l'étranger, se sont gargarisés des jours entiers de la perte de la ville de Budapest par le Fidesz, Les Jeunes Démocrates, parti majoritaire de Viktor Orban. Victoire à l'arraché obtenue par une coalition qui, si l'on était à Paris, aurait dû, pour battre Anne Hidalgo, rassembler le Front national, l'UPR d'Asselineau, les Patriotes de Philippot, les gauchistes verts et insoumis, les Marcheurs de Buzyn et les Républicains de Dati. Le tout dépassant à peine les 50 %. On a d'ailleurs vu, à cette occasion, le Jobbik, Mouvement pour une meilleure Hongrie, jadis qualifié carrément de néo-nazi et d'antisémite, classé à l'extrême-droite du Fidesz et du Rassemblement national français, obtenir les bonnes grâces des médias en échange de cette alliance pour chasser le Fidesz de la mairie de Budapest et, surtout, de son ralliement à la Commission européenne.

Tous ces coups de force contre la volonté populaire ont le même but : promouvoir un gouvernement mondial pour imposer les diktats de l'aréopage, à base de peur du virus ou du changement climatique, mais ni de l'immigration sauvage, ni des changements de peuple.

Hors la Pennsylvanie qui semble avoir été l'épicentre des turpitudes, mais toujours avant l'aube du mercredi 4 novembre, Joseph Biden vit la courbe de ses suffrages progresser à la verticale de plusieurs centaines de milliers de voix en quelques minutes, voire quelques secondes, dans le Wisconsin et le Michigan. Mathématiquement et politiquement impossible, électroniquement vraisemblable : il suffisait d'entrer une donnée dans le logiciel de décompte Dominion, pour manipuler les chiffres instantanément, voire simplement les inverser puisque, en parfaite illégalité, les ordinateurs étaient connectés à internet par l'intermédiaire d'un serveur installé à Francfort, en Allemagne.

Pour l'ensemble des États-Unis, le nombre de suffrages exprimés est passé d'un peu moins de 129 millions en 2016 à plus de 153 millions cette année, pour une participation passée de moins de 56 % à près de 67 %, record absolu depuis 1900. Un tel bond n'a rien d'extravagant si l'on intègre des participations de 110 % dans plusieurs comtés, notamment dans le Nevada et, surtout, de plus de 95 % dans plusieurs comtés des *swing-states*. Un taux de 95 % ne s'observe jamais, y compris dans des pays où le vote est obligatoire, comme la Belgique où il ne dépasse jamais les 90 %. Les raisons en sont évidentes : éloignement, âge, santé, manque de confiance dans le vote par procuration ou par correspondance, etc.

Le devoir électoral consiste, dans toutes les démocraties du monde, à se rendre au bureau de vote, le jour dit. Cependant, cette règle peut être assouplie pour permettre à des personnes éloignées, de voter par correspondance ou procuration. Mais ces façons de voter restent une exception qui ne concerne jamais plus de 20 à 25 % des électeurs, aux États-Unis comme ailleurs, la norme ne dépassant guère 1/10 voire 1/20. En revanche, en 2020, aux États-Unis, ce sont 81 millions de bulletins, 53 % du total, qui sont arrivés par voie postale ou apportés par les uns ou les autres, souvent plus d'une semaine après la clôture du scrutin. Mathématiquement possible ;

politiquement louche.

La Chambre des Représentants contredit la présidentielle

Enfin, sans même soupçonner le moindre bourrage d'urnes, le résultat de cette présidentielle est infiniment suspect parce que politiquement incohérent. Simultanément à la présidentielle et à la multitude de scrutins locaux, s'organisaient le 3 novembre, le renouvellement d'un tiers du Sénat, de la totalité de la Chambre des Représentants et de onze gouverneurs dont sept sortants républicains et quatre démocrates. Les Républicains ont reconduit tous leurs gouverneurs sortants et ont remporté le Montana, jusqu'alors détenu par un Démocrate qui ne pouvait se représenter au terme de son second mandat. Les Républicains gouvernent désormais 27 États contre 23, au lieu de 26 contre 24. Le Sénat, à majorité républicaine 53/47, restera aux mains des Républicains qui pourraient perdre un siège mais qui avaient davantage de sortants cette année. Pour simplifier, on dira que les Républicains ont perdu un sénateur et gagné un gouverneur. Outre qu'il est extrêmement rare qu'un parti perdant la présidentielle maintienne aussi solidement ses positions à la tête des États et au Sénat, les résultats des élections à la Chambre sont inédits et peu cohérents. C'est la première fois, en effet, qu'un parti remportant la présidence des États-Unis, essuie un échec aussi net à la Chambre des Représentants. Les Démocrates qui disposaient d'une confortable majorité de 235 sièges contre 200 à l'issue des élections de 2018, conserveront l'avantage de justesse avec un maximum de 224 sièges, contre 211 à 213 pour les Républicains. Une telle poussée des suffrages républicains à la Chambre est en parfaite adéquation avec la poussée de 10 millions de suffrages en faveur de Donald Trump d'une présidentielle à l'autre ; mais en intégrale contradiction avec les 14 millions de bulletins qu'aurait engrangés Joseph Biden de plus que Hillary Clinton.

À la lumière de ces faits et de ces chiffres irréfutables, la

seule prévision réaliste est celle-ci : si Joseph Biden, voire Kamala Harris si l'état de santé du premier est aussi déplorable que certains le prétendent, est intronisé le 20 janvier prochain, son mandat sera le chemin de croix d'un président entaché d'illégitimité. Sans parler des risques de guerre civile puisque la moitié du pays est désormais convaincue qu'on lui a volé l'élection. Cette moitié est majoritaire dans les États et au Sénat et elle a toutes les chances de reprendre une majorité confortable à la Chambre en 2022, à la faveur des élections de *midterm*, celles-ci se soldant systématiquement et en moyenne par une perte de trente représentants pour le parti présidentiel.

Au moins quatre ans de manipulations à l'échelle mondiale

Cependant, cette supposée fraude électorale à grande échelle n'est que la partie émergée d'un colossal iceberg, patiemment construit depuis quatre ans. Une forme de coup d'État médiatique quotidien à côté duquel celui qui a abouti à l'échec de François Fillon en France en 2017, fait passer ses instigateurs pour d'aimables bricoleurs. Les méthodes sont parfaitement identiques : sondages installant l'idée d'un Juppé et d'un Biden invincibles aux primaires, matraquage médiatique intense contre Fillon et Trump, intervention des juges, surmédiatisation de Macron dans un cas, dissimulation des turpitudes de Biden dans l'autre. Quelquefois, un grain de sable enrayer la machine : en France, le Juppé triomphant ne fut pas au rendez-vous. Les manipulateurs trouvèrent *illico* la solution de remplacement avec Macron. Cette affaire remonte à quatre ans, en novembre 2016 et la coïncidence avec l'élection de Donald Trump n'a rien de fortuit.

Quelques mois plus tôt, le 23 juin 2016, à rebours des augures sondagiers, les sujets de Sa Gracieuse Majesté décidaient de quitter l'Union européenne. Très vite, les médias se déchaînèrent contre une campagne électorale prétendument mensongère et se mobilisèrent, avec entre autres le soutien de l'ancien Premier ministre travailliste, Tony Blair, pour un

second referendum. On ne sait, à ce jour, si Theresa May, Premier ministre successeur de David Cameron démissionnaire pour avoir échoué au referendum, a été désignée pour saboter volontairement le brexit ou si elle était incompétente. Toujours est-il que, trois années durant, elle a empêché le brexit. Il a fallu sa démission puis la victoire de Boris Johnson en décembre 2019 sur la promesse de faire sortir le Royaume-Uni de l'Union européenne pour que les médias finissent par accepter le résultat du referendum de 2016. Mais, sur les cinq coups d'État, c'est le seul à avoir échoué, celui contre Trump étant le quatrième en passe de réussir. La raison tient, d'une part, à ce que les pays anglo-saxons, nations d'*habeas corpus*, ne plaisantent pas avec la démocratie et le suffrage populaire, d'autre part, au calendrier.

L'aréopage, seul, sait ce qui est bon

Les trois autres coups d'État, eux, ont parfaitement réussi. En réalité, il y en a eu, non pas cinq, mais six parce que celui d'aujourd'hui aux États-Unis avait déjà été expérimenté contre Donald Trump dès 2016. Mais la déstabilisation de la candidature Trump de 2016, de même que la propagande contre le brexit ont échoué parce que leurs instigateurs se sont laissé surprendre et ne s'étaient préparés ni à la victoire du non en juin 2016 en Grande-Bretagne, ni à celle de Trump, le 8 novembre suivant. Furieux, un aréopage de tout ce que la planète compte de mondialistes, Gafam, Soros, groupe de Bilderberg, forum de Davos, Hillary Clinton, Commission européenne, lobbies racialisés et minorités de tout poil, s'est coalisé et a mobilisé les médias pour interrompre un processus qu'il baptise "populiste", et juré de ne plus se laisser avoir par le suffrage universel. Car l'aréopage, comme dans la Grèce antique, sait ce qui est bon pour le peuple.

La victoire écrasante de François Fillon à la primaire française, moins de trois semaines après l'élection de Donald Trump, ne fut pas de son goût, notamment parce qu'il voulait normaliser les relations avec la Russie dont ces gens-là,

fidèle à la doctrine Brzezinski de puissance unique, veulent à tout prix faire un ennemi. Premier coup d'État réussi à trois étages en avril 2017 : gonfler Marine Le Pen dans les sondages ; saturer les médias par Macron et sa femme ; tuer Fillon par les juges.

Le second coup d'État fut orchestré quelques mois plus tard en Allemagne, après les élections législatives de septembre 2017. Il mit près de six mois à aboutir par la reconduction de la coalition CDU-SPD d'Angela Merkel en mars 2018 qui avait perdu les élections, faisant tomber la CDU et le SPD aux pires niveaux de leur histoire, tout juste 50 % des suffrages à eux deux et 110 députés de moins dans un parlement éclaté qui en totalise près de 70 de plus que dans la législature de 2013. Une coalition des super-perdants forgée après l'éviction du patron du parti socialiste SPD, Martin Schulz, qui avait proclamé qu'en cas de défaite, il irait dans l'opposition. Les naïfs croient que c'est toujours ce qui se passe dans une démocratie. Les naïfs mais pas "l'aréopage". Il a donc fallu se débarrasser de ce gêneur avec l'argument imparable du *reductio ad hitlerum*. La CDU avait enregistré un résultat lamentable parce que ses électeurs en avaient plus qu'assez qu'elle fût devenue l'antichambre du SPD et s'en sont détournés au profit de l'AFD. Frappé du sceau infâmant de populiste, ce parti était banni par les dirigeants de la CDU qui ne voulaient, en aucun cas, gouverner avec lui. Se profila alors, durant l'automne 2017, la perspective de nouvelles élections avec une CDU conduite par un autre candidat à la chancellerie qui présenterait un projet de coalition avec le partenaire traditionnel, les libéraux du FDP. Tout ce que l'Allemagne et l'Europe comptent de bien-pensants s'exclamèrent alors : « *vous n'y pensez pas, la dernière fois qu'on a recommencé des élections, c'était en 1932 avec pour résultat, etc...* » Voilà comment au bout de six mois, malgré la résistance des socialistes, et sous la pression du président de la République, le socialiste Frank-Walter Steinmeier, on les contraignit à gouverner, ou plutôt à ne strictement rien

faire, avec Merkel quatre ans de plus.

L'Italie rentre dans le rang en 2019

Le troisième coup d'État aboutit en Italie en 2019 après que les élections de l'année précédente eurent abouti à une coalition, elle aussi qualifiée de populiste entre la Ligue, taxée d'extrême-droite et le Mouvement Cinq Étoiles, M5S, dirigé par Luigi di Maio, plutôt orienté à gauche. Les deux partis avaient comme projet commun de se débarrasser du Parti démocrate, héritier du Parti communiste italien, à qui ils reprochaient de se plier à tous les diktats de l'Union européenne, et ce faisant, de plonger le peuple dans la misère. Le populisme de gauche étant un oxymore, l'année qui suivit fut marquée par le recul régulier du M5S au profit de la Ligue qui ne cessait d'engranger les succès en appliquant à la lettre son programme d'indépendance nationale et de lutte contre l'immigration. Mauvais tacticien, Matteo Salvini, ministre de l'Intérieur et leader de la Ligue, crut pouvoir organiser des élections anticipées pour se débarrasser de son allié de plus en plus faible et devenir président du Conseil. Il démissionna en août 2019 mais il ne savait pas que le transparent Giuseppe Conte, président du Conseil fantôme dont nul ne connaissait la vraie ligne politique, et qui laissait gouverner les deux cadors, Salvini à l'Intérieur et di Maio au ministère de l'Économie et du Travail, était un sous-marin de l'aréopage. Voyant sa fin politique arriver, di Maio entra dans le rang et accepta une coalition avec son ennemi juré, le Parti démocrate, sous la direction du pas si transparent que ça, Giuseppe Conte. Le coup d'État a été définitivement consommé la semaine dernière. En guise d'épilogue, le M5S vient d'annoncer que ses élus au Parlement européen rejoindraient le groupe des Socialistes européens ou Renew Europe de Macron et du Parti démocrate italien.

Trois ont réussi, deux ont échoué, le sixième est en passe d'aboutir aux États-Unis. Il en reste un septième, plus insidieux mais continu : la guerre que mènent sans cesse les

institutions européennes contre les pays qui refusent d'abdiquer leur souveraineté, au premier rang desquels la Pologne et la Hongrie. Parfois, de mini-coups d'État réussissent : ainsi, il y a un peu plus d'un an, un certain nombre de journaux français dont on ignorait qu'ils étaient aussi intéressés par des élections municipales à l'étranger, se sont gargarisés des jours entiers de la perte de la ville de Budapest par le Fidesz, Les Jeunes Démocrates, parti majoritaire de Viktor Orban. Victoire à l'arraché obtenue par une coalition qui, si l'on était à Paris, aurait dû, pour battre Anne Hidalgo, rassembler le Front national, l'UPR d'Asselineau, les Patriotes de Philippot, les gauchistes verts et insoumis, les Marcheurs de Buzyn et les Républicains de Dati. Le tout dépassant à peine les 50 %. On a d'ailleurs vu, à cette occasion, le Jobbik, Mouvement pour une meilleure Hongrie, jadis qualifié carrément de néo-nazi et d'antisémite, classé à l'extrême-droite du Fidesz et du Rassemblement national français, obtenir les bonnes grâces des médias en échange de cette alliance pour chasser le Fidesz de la mairie de Budapest et, surtout, de son ralliement à la Commission européenne.

Tous ces coups de force contre la volonté populaire ont le même but : promouvoir un gouvernement mondial pour imposer les diktats de l'aréopage, à base de peur du virus ou du changement climatique, mais ni de l'immigration sauvage, ni des changements de peuple.

<http://www.ladroitelibre.fr/actualite/cinq-coups-detat-sept/>